

Montrer que ça n'arrive pas qu'aux autres



L'action symbolique de ce samedi à Leuze a remporté un franc succès.

Dorothee Duroisin

LEUZE-EN-HAINAUT - Les témoignages de femmes concernant la problématique du logement ne manquent pas... malheureusement! Voici quelques extraits récoltés lors de la préparation du passage de la Caravelle des droits des femmes à Leuze:

«Je me suis séparée de mon conjoint. J'ai deux jeunes enfants. Je viens de trouver un logement, mais ça été le parcours du combattant. Et encore, ma petite maison n'est pas idéale, mais je n'ai pas eu le choix. J'ai visité des dizaines de biens, mais à chaque fois le propriétaire me refusait car je suis une mère célibataire. Ils ont peur que je ne parvienne pas à payer le loyer. Alors, après des semaines de recherche, je n'avais plus le choix: il me fallait absolument un toit. Après la visite d'une énième maison, j'ai dit à la propriétaire que c'était très urgent pour moi. Elle m'a dit que c'était d'accord seulement si je pouvais lui fournir des garanties financières. Au final, j'ai vidé toutes mes économies pour lui payer un an de loyer à l'avance. Je n'ai plus rien sur mes comptes et mon logement est à la limite de l'insalubre...»

«À Leuze il y a plusieurs propriétaires reconnus comme " marchands de sommeil ". Je le sais car j'en ai fait les frais... À la commune, ils sont très bien au courant, mais personne ne s'en inquiète!

»
«Quand j'ai quitté mon mari, nous étions propriétaire d'une maison. Mais je n'y habitais plus vu qu'il m'avait mis dehors. Je n'ai pas pu recevoir d'aide du CPAS tant que le divorce n'était pas prononcé et que la maison était vendue. Ça a pris des mois et des mois...»

Autant de morceaux de vie, douloureux, qui montrent parfaitement que ces problématiques sont bien réelles dans la région.

Et c'est précisément pour dénoncer cela que, samedi, Vie féminine a organisé une action de visibilité lors du passage de la Caravelle des droits des femmes à Leuze: les militantes ont déposé leurs témoignages, écrits symboliquement sur des briques, au cœur de l'espace public afin d'interpeller les autorités locales.

Source: l'avenir

Audrey Ronlez